

## ÉCONOMIQUE OU MILITAIRE, LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE!

### EDITO

Nous anarchistes, nous sommes toujours battu-es pour pouvoir exercer notre liberté, réalisable si elle est partagée également par tou-te-s. Cette liberté est un idéal qu'il faudra toujours chercher à défendre,

quelle que soit la société en place, parce que c'est la condition sine qua non de l'égalité économique et sociale, autre de nos objectifs. C'est aussi très clairement se gar-

der des outils (et s'en créer de nouveaux) pour pouvoir abolir le salariat, l'état, le sexisme, et toutes les formes de dominations.

Aujourd'hui, notre restant de liberté, acquis lors des mouvements sociaux, est largement mis à mal par les dirigeants de ce monde, et en particulier en France. Ainsi, nous traitons dans ce numéro d'Infos et Analyses Libertaires, de deux des nombreuses attaques actuelles visant nos libertés. Tout d'abord, c'est la multiplication des outils de fichage, avec CRISTINA et EDVIRSP pour les

petits derniers, qui ajoutés au FNAEG, caméras et autres bornes biométriques, n'ont qu'un seul objectif : nous surveiller et nous contraindre... au silence et à l'inaction. Ensuite, en réponse aux hommages aux morts de la guerre de 14-18, nous réaffirmons notre dégoût pour l'armée et ce qu'elle implique dans nos vies. Non contente de s'immiscer fortement dans l'école et d'y propager ses valeurs d'obéissance soumise, de compétition et son concept de guerre humanitaire, l'armée permet le maintien de l'ordre liberticide et inégali-

taire en place.

Dans ce domaine, des individus organisés hors de l'état (même si des liens existent) prônent le totalitarisme ou la négation totale de liberté. Devant la recrudescence, du moins visible, des groupes d'extrême droite non institutionnels, nous souhaitons ne pas oublier que les politiques actuelles les ont aidés à se renforcer, grâce à une assise idéologique sans faille.

Enfin, notre liberté, c'est dans les luttes sociales que nous souhaitons l'exprimer et l'exemple de la répression syndicale à

la Poste, nous inquiète.

Pour nous, un mouvement social libre, c'est un mouvement autogéré, indépendant du pouvoir politique et bureaucratosyndical, qui est libre de décider, en assemblées générales.

Bonne lecture et bonnes luttes.

**Benoit Guerrée, groupe de Montpellier**

## L'ETAT EST NOTRE ENNEMI LA PREUVE, IL NOUS SURVEILLE !

Afin de développer leur économie, leurs marchés et de s'imposer comme une puissance mondiale, tous les Etats industrialisés ont besoin au moins d'un ennemi extérieur qui justifie le recours à la guerre et à la course à l'armement. A l'intérieur de ses frontières, l'Etat a aussi besoin d'un ennemi qui justifie une politique sécuritaire qui se durcit. Cet ennemi, c'est le pauvre, l'étranger, le sans papier, le banlieusard etc, celui qui pourrait troubler l'ordre public bien pensant et bien structuré, le potentiel voleur, pédophile, assassin, terroriste,... Pourtant, tous les dispositifs d'Etat pour lutter contre la criminalité sont aussi coûteux qu'inefficaces quant aux objectifs annoncés. Alors pourquoi poursuivre dans cette voie ? Certainement parce que l'objectif premier de ces dispositifs n'est pas la lutte contre la délinquance mais bien le flitage permanent de l'ensemble de la population. Comme cet objectif n'est bien sûr pas avouable, il est nécessaire de créer

l'ennemi intérieur (le terroriste est tout trouvé) et d'entretenir la paranoïa sur les risques encourus par tous les citoyens lorsqu'ils sont dans un espace public. Et cette politique s'est largement amplifiée lors de cette dernière décennie. Cela n'a pourtant pas empêché les attentats de septembre 2001 qui ont servis de prétexte, en France, à la proposition et l'adoption sous un gouvernement de gauche de la loi de sécurité quotidienne (LSQ), reprise et élargie (LSI) par Sarkozy alors Ministre de l'intérieur. Tout récemment encore la mobilisation contre le fichier EDVIGE montre à la fois cette volonté politique de contrôle mais aussi l'inquiétude que ce fichier suscite dans la population.

### Le sécuritaire ne nous fera pas taire!

Le gouvernement a beau changer le nom de son fichier informatique d'EDVIGE en EDVIRSP (1), ne nous y trompons pas, le

fichage politique est bel et bien en place en France et ce ne sont pas les quelques modifications apportées au texte de loi qui y changeront quoi que ce soit. Il n'y a là que de quoi soulager ceux qui, Bayrou et PS en tête, ne se sont élevés contre ce texte que bien tard par pur opportunisme politique, laissant dans l'ombre le reste d'un arsenal sécuritaire pourtant bien fourni. EDVIRSP, vu que tel est désormais son nom, continuera donc de fichier les personnes «dont l'activité indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique» : définition très vague qui selon le contexte, concerne quiconque s'impliquant dans la vie sociale, associative, politique, syndicale, comme le prévoit toujours explicitement cette loi. Le tout dès 13 ans en enregistrant notamment l'état civil, les adresses physiques, les adresses électroniques et numéros de téléphone ainsi que les «

Suite page 2...

### Infos&Analyses Libertaires

#### SOMMAIRE du N° 74

Page 2

**Non à la privatisation  
de La Poste**

Page 3

**Fascisme, extrême-droite,  
non merci!**

Page 4

**En Europe, en Afrique,  
en Orient ou ailleurs: à bas  
toutes les armées!**

**Contacts C.G.A.**

Suite de la page 1...

signes physiques particuliers et objectifs, photographies et comportement »( !). Sans compter les autres système de fichage, parmi lesquels STIC et surtout CRISTINA, dont même la CNIL ne saura jamais rien, secret défense oblige. Ces fichiers pouvant être constitués et consultés par les forces de police sans qu'aucune infraction ne soit pour autant commise.

Reste que dans notre vie de tous les jours la logique sécuritaire sous toutes ses formes est chaque jour plus présente. Cette logique qui fait que nous sommes filmés à chacun de nos pas (400 caméras fin 2007 dans les rues de Lyon, sans compter celles des magasins, banques, etc), qui autorise la police, sur simple soupçon d'un délit, sans preuve, à nous prélever notre ADN. On habitue les générations suivantes dès l'école où, sous l'oeil des caméras, les enfants doivent poser leurs pouces sur des bornes biométriques où empreintes digitales (et bientôt cartographie de l'iris) leur permettent d'obtenir leur repas.

La police est plus que jamais présente, appuyée par les nouvelles technologies et les armes qui vont avec (TAZER, drones, etc). De même qu'un service de renseignements généraux désormais fusionné avec le contre-espionnage sous le nom de « renseignement intérieur ». La loi Perben II avait déjà autorisé en son temps les écoutes (4 millions de « réquisitions téléphoniques » différentes en 2007) (2), la pose de micro et la fouille des domiciles, sans que la « cible » n'ait jamais conscience ni de ces atteintes

à sa vie privée, ni des procédures enclenchées contre elle.

Nous ne devons surtout pas lever la tête, sous peine que « Big Brother » soit immédiate-



ment au courant ; il nous faut ainsi continuer une vie de petits soldats où nous ne pouvons, ne devons, que travailler puis consommer et ainsi de suite. La répression des différents mouvements sociaux est là pour nous le rappeler.

Un tel constat ne peut laisser indifférent, notre société fiche chaque jour un peu plus ses individus et pourtant l'humain ne saurait être ainsi

réduit, parqué, fiché, signalé. Et c'est parce qu'on s'en doute qu'on essaie de lui inculquer, dès le plus jeune âge, cette docilité au marquage.

Il ne s'agit pas de s'attaquer aux « dérives » du sécuritaire mais bien à ces logiques elles-mêmes avec tout ce qu'elles portent de relents fascistes et totalitaires.

### Ils brident nos libertés pour servir leurs intérêts économiques

L'Angleterre a été une pionnière dans le contrôle de l'espace public : avec plus de 4 millions de caméras de vidéosurveillance sur l'ensemble du territoire britannique, un individu peut être filmé jusqu'à 300 fois dans une journée. Alors que ce pays est cité en « modèle » de lutte contre la délinquance, un rapport publié en février 2005 par le ministère de l'intérieur britannique démontre l'inefficacité de ce système de surveillance. Pourtant, en France, le pouvoir renforce cette pratique : Alliot-Marie annonçait une augmentation de 40 000 caméras de surveillance dans l'espace public, portant ainsi leur nombre à plus de 400 000 sur le sol français. Si ce système a prouvé son inefficacité, il a permis en tout cas à certains de s'en mettre plein les poches. En effet, le chiffre d'affaires des entreprises de vidéosurveillance a augmenté de 111 % entre 1996 et 2006 (3). Ajoutons que l'installation d'une seule caméra coûte environ 30 000 euros et son entretien annuel se chiffre à 6 000 euros.... faites le calcul ! Cela veut bien dire que le pouvoir étatique est prêt à dépenser des sommes pharaoniques pour

nous contrôler, fliquer, cadrer, surveiller, sous prétexte de lutte contre la criminalité. Ce ne sont pas les crimes et la délinquance que veut réprimer l'Etat, c'est prévenir toute révolte populaire contre le système capitaliste. L'Etat est garant du capitalisme : son rôle est de le protéger et de le faire perdurer au profit d'une poignée d'individus alors qu'il génère une violence inouïe pour nous tous au quotidien.

Agissons dès aujourd'hui contre ces logiques et ne les laissons pas s'imposer dans nos vies, insurgeons-nous tant que nous le pouvons encore, utilisons tout les moyens à notre disposition.

**Parce que notre liberté n'est pas à vendre, mobilisons-nous et ne nous laissons pas faire !**

Souria, groupe Kronstadt, Lyon

1-pour Exploitation Documentaire et Valorisation de l'Information Relative à la Sécurité Publique

2-Source : numéro du 5/12/07 du Canard enchaîné, 4 millions dont seulement 27 000 autorisés par des juges.

3-Monde Diplomatique, N°654, septembre 2008

## NON À LA PRIVATISATION DE LA POSTE!

### Saboter le service public pour mieux le privatiser.

Le patron de la poste, Bailly, relayant ainsi les volontés gouvernementales, a annoncé pendant l'été la privatisation de la poste par « ouverture du capital ». Ce projet reste d'actualité, même s'il a été reporté, la crise financière risquant de limiter le profit que pourraient tirer les petits copains financiers du gouvernement d'une telle privatisation. Pour en arriver à cette privatisation programmée, le terrain a été préparé pendant de nombreuses années :

Après la dissociation entre la poste et France Telecom en 1988 par un gouvernement de droite, la gauche a ouvert le bal en transformant la poste en un établissement public industriel et commercial le 1er janvier 1991.

D'administration, la poste est devenue une entreprise publique, ouvrant la voie aux logiques de rentabilité plutôt que de service au public.

La création de la « Banque postale » a été une étape d'alignement sur les critères des banques privées, cette filialisation permettant à la fois de diviser les postiers (entre le secteur bancaire et la distribution) pour empêcher toute riposte coordonnée, d'accentuer les logiques de rentabilité en recrutant des conseillers financiers en provenance du privé, de mettre en concurrence les agents à l'aide de « primes » incitant à la vente de « produits financiers » permettant à la banque de se nourrir plus largement sur le dos de l'usager devenu « client ».

Parallèlement, l'usage de contrats de droit privés se multiplie, particulièrement des contrats précaires de type CDD, intérim. La poste en est particulièrement gourmande de

ces contrats précaires, comme le montre l'exemple de cette postière d'Albi ayant cumulé 574 CDD en 19 ans. La précarisation des travailleuses et travailleurs de la poste vise à briser les solidarités professionnelles et les résistances syndicales, à renforcer le pouvoir de la hiérarchie, et à accentuer l'exploitation des postier-e-s pour accroître la productivité et donc la rentabilité dans une logique de profit.



La fermeture de bureaux (remplacés par des « points poste »), la réorganisation permanente des services et la baisse des effectifs entraînent une dégradation du service rendu aux usagers, parallèlement à la dégradation des conditions de travail des postiers.

La boucle est bouclée, on peut alors prétexter cette dégradation (volontaire !) des services rendus, ou la prétendue nécessaire « adaptation » à la marche « globale » vers la concurrence (qui serait « imposée par les directives européennes », alors que celle-ci est bel et bien adoptée avec l'assen-

timent de l'Etat), pour justifier une privatisation qui ne vise qu'à satisfaire les appétits carnassiers d'une poignée de financiers.

### Arnaque aux usagers! Arnaque aux travailleuses et travailleurs!

Tous les exemples de privatisation précédents l'ont montré : la privatisation induit une augmentation des tarifs pour les usagers :

France Telecom, EDF, GDF,... Dans les EPIC soumis à la concurrence, c'est la même logique qui est à l'œuvre : augmentation du tarifs, dégradation du service au public.

Un exemple significatif : 66 % d'augmentation sur la période 2000-2006 pour la facture de gaz (suite à l'ouverture à la concurrence), +5.8 % en 2008. Ce sont les classes populaires qui sont le plus directement touchées par ce racket organisé. Ce sont les quartiers populaires, les zones rurales, qui sont le plus directement touchés par la dégradation du service rendu : en effet, la logique de rentabilité entraîne une affectation des

moyens non pas en fonction des besoins réels, mais du coût et de ce que les usagers (désormais transformés en clients) sont prêts à payer. C'est la péréquation du tarif postal qui est en ligne de mire.

### Arnaque aux travailleuses et travailleurs!

Pendant des années, nous avons financé, comme contribuables, les infrastructures des services publics, dont ceux de la poste. Après nous avoir fait payer la note, l'Etat brade l'infrastructure postale au privé. Avec un bénéfice de 943 milliards d'euros

en 2007, le groupe « la poste » aigüise les appétits des requins de la bourgeoisie. Cet argent, obtenu sur la sueur des postiers, qui pourrait être investi dans le développement d'un service public de qualité, une amélioration des conditions de travail, une baisse des tarifs, est confisqué par l'Etat, actuel actionnaire à hauteur de 141 milliards, pour financer ses cadeaux à la bourgeoisie (exonérations de cotisations sociales, paquet fiscal, financement des banques en faillite...).

L'ouverture du capital vise à permettre aux requins de la finance de s'approprier ce magot, selon le bon vieux principe « privatiser les profits, socialiser les coûts ». Voilà l'illustration du vrai rôle de l'Etat : défendre les intérêts des politiciens et de la bourgeoisie, en nous faisant payer l'addition d'une part, tout en faisant cadeau des « bijoux de famille » au capital d'autre part.

### Arnaque aux postiers!

Parallèlement, les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles pour les travailleuses et travailleurs de la poste : Augmentation des cadences, allongement des tournées, répression antisindicale...

La précarité devient la norme, et la législation syndicale d'exception cumule les dispositions les plus défavorables aux syndicats du droit public et du droit privé. La modification du droit syndical a ainsi illégalisé la CNT à la poste, et SUD et les militants combatifs de la CGT (exemple de Bègles bordeaux) sont dans le collimateur. Mises à pied, licenciements pour activité syndicale augmentent fortement, comme le montre la répression exercée à l'encontre de notre camarade Serge Reynaud, cénétiste marseillais mis à pied pour deux ans sans salaire, suite à des faits de grève.

### Riposter ensemble

La privatisation de la poste montre une fois de plus le sort réservé aux services publics et aux travailleuses et travailleurs des services

publics dans leur ensemble. Elle va avoir des conséquences dramatiques pour les classes populaires et les habitants des zones rurales.

Il est illusoire de faire appel à l'Etat comme alternative, puisque c'est lui et les gouvernements de gauche et de droite qui ont construit les vagues successives de privatisation.

Nous défendons donc l'idée d'un service public socialisé, propriété sociale commune et non propriété d'état, avec la gestion directe par les travailleuses, travailleurs et usagers de ce service public, premier pas vers la gestion directe de l'ensemble de l'économie.

Pour l'heure, nous refusons la privatisation de la poste, sans pour autant se satisfaire du statu quo, qui ne réglerait rien. Il faut créer les conditions d'un mouvement large, travailleuses, travailleurs, usagers, pour défendre ce qu'il y a de positif dans le service public : la socialisation (satisfaction des besoins comme objectif, propriété com-

mune comme moyen) contre la privatisation, sans se raccrocher à l'illusion d'une étatisation qui livre aux politiciens les services publics, permettant de les brader à tout moment.

### Quelle stratégie ?

La plupart des organisations de gauche et d'extrême gauche, tout comme la quasi totalité des fédérations syndicales du secteur postal, plutôt que l'élargissement interprofessionnel, mettent en avant comme axe stratégique la revendication d'un référendum d'initiative parlementaire.

Une telle perspective est un écran de fumée : les dispositions constitutionnelles donnent de facto la possibilité à l'Etat d'empêcher s'il le souhaite un tel référendum, puisque même après la collecte des signatures nécessaires, le référendum n'est pas obligatoire et la proposition peut être tout simplement rejetée par les deux chambres.

D'autre part, une telle perspective vise avant tout à déplacer la lutte du terrain de classes

au terrain parlementaire, (sur le seul terrain de l'opinion). Cette revendication du référendum vise à offrir une tribune politique à ceux-là mêmes qui à gauche, ont préparé le terrain à de la privatisation.

Par la même occasion, le référendum va servir (et sert déjà) de prétexte à démobilitation pour les bureaucrates syndicaux qui ne veulent pas du développement d'une lutte réelle, concernant des postiers hésitant à faire grève. La responsabilité syndicale, c'est de convaincre ces derniers de faire grève (en organisant, par exemple, le soutien financier par des caisses de grève alimentées par des usagers), non de leur fournir un prétexte pour se démobiler, en les berçant d'illusions (comme celles qui consistent à faire croire que le référendum allait mettre un coup d'arrêt à l'offensive capitaliste à l'échelle européenne).

L'argument selon lequel le référendum représenterait une opportunité de mobiliser les usagers est fallacieux : la démagogie n'a

jamais permis la mobilisation et il est tout à fait possible et souhaitable de constituer des collectifs d'usagers sur la base d'une mobilisation conjointe postiers-usagers sur le terrain de classe, avec comme méthode d'action non seulement la popularisation de la lutte des postiers, mais aussi la pression économique (soutien sur des piquets de grève, soutien financier, blocage de bureaux de poste, campagnes de boycott...).

Le gouvernement a montré par le passé qu'il se contrefoutait de l'opinion quand les enjeux étaient suffisamment forts, et que la seule chose qui l'a fait céder, c'est la montée de la conflictualité sociale, touchant la bonne marche de l'économie. Le terrain de classes, pas le terrain parlementaire !

**Sam (groupe de Seine Saint Denis)**

## FASCISME... EXTRÊME DROITE, NON MERCI !

Une précision quant à l'emploi du terme « fascisme ». En Italie il représente un mouvement politique fondé en 1919 par B. Mussolini favorable à un régime totalitaire, adversaire de la démocratie et du socialisme. Le modèle italien s'est ensuite étendu à tout mouvement politique s'appuyant sur un pouvoir fort, prônant un Etat sécuritaire, des métiers organisés en corporations ainsi que l'exaltation du sentiment nationaliste et une politique réactionnaire. Le terme « fascisme » a eu alors un sens plus large, couvrant des réalités à la fois comparables et différentes.

Encore plus largement, il est employé dans le but de qualifier les Etats, groupements politiques et mouvements dont le but avéré est l'instauration d'un pouvoir fort, la répression de masse, l'enfermement, l'assassinat des opposants etc...

En ce qui concerne « l'extrême droite », elle correspond aux forces « non gouvernementales » situées à droite des partis réactionnaires qui participent à des gouvernements.

Les valeurs de ces courants correspondent assez fidèlement à celles des « fascismes » : nationalisme exacerbé, traditionalisme religieux poussé, xénophobie, bellicisme, racisme, anti-sémitisme sont également dominants.

### La « nouvelle » donne de l'extrémisme de droite

L'« idéologie » du Front national considérée à juste titre comme « anti-démocratique » et xénophobe a réussi à s'implanter au sein des institutions étatiques, au point de se reconnaître dans le parlementarisme, les valeurs républicaines notamment le pluralisme politique. La parenthèse semble pourtant s'être refermée dès lors que les scores du FN ont rétréci comme peau de chagrin. C'est pour cette raison que les groupes fascistes de l'extrême droite radicale ont repris du service. Un temps isolés et marginalisés par les victoires électorales du Parti de JMLP, ces groupes ont réinvesti les lieux qu'ils ont occupés au cours du vingtième siècle : la rue, les quartiers populaires etc... Cette attitude « récente » (elle date de quelques années) se caractérise par une recrudescence des actes de violence, d'agressions allant jusqu'au meurtre. Aujourd'hui c'est cette violence qui prévaut plutôt que le recours à la « médiation politique ».

### En France

A partir de cette recrudescence, des groupes fascistes et/ou extrémistes trouvent ici dans l'activisme, le moyen d'occuper le champ laissé vacant, comme nous l'avons vu, par un Front national en perte de vitesse.

L'espace politique laissé par le FN n'est pas l'unique facteur permettant l'essor récent d'une mouvance qui a pourtant toujours existé. L'institutionnalisation d'un racisme d'Etat (lois anti-immigrés, création du ministère de « l'Identité nationale ») alliée à une paupérisation accrue des classes populaires créent un terrain propice à l'expression des groupuscules identitaires.

Comme nous l'avons laissé entendre, nous ne traitons pas ici du phénomène fasciste français dans sa complexité et ses divergences intestines - pro-Israël / pro-Palestine ; catholiques intégristes / païens ; nationalistes / régionalistes...

Nous traitons la question des fascistes ou identitaires en tant que phénomène global reposant, quelles que soient leurs divergences, sur des valeurs communes intangibles telles l'anti-gauchisme, la défense de l'identité blanche qu'elle soit régionale, nationale ou européenne, la défense de la famille via des positions anti-IVG et des affirmations homophobes et, ajoutée à cela, la volonté d'un ancrage « social » pour s'attirer les masses populaires.

Les identitaires (Jeunesses Identitaires, Bloc Identitaire) marquent cette recrudescence par une installation dans le paysage en ayant pignon sur rue dans le Nord à Lambersart où ils partagent un local avec l'association faite du même bois « Terre celtique ». Leur autre implantation se situe dans leur fief niçois où ils ont récupéré l'ancien local des « brigades Sud Nissardes », les ultras du club de Nice, connus pour leur penchant à l'extrême droite.

Les fascistes n'en restent pas à cette présence dans le paysage dès lors qu'ils sortent au grand jour dans plusieurs grandes villes et s'en prennent aux militants anti-fascistes. Ainsi à Toulouse, les attaques sur des individus isolés, connus comme militants se sont répétées à plusieurs reprises, notamment sur des militantes de l'AGET-FSE agressées au cutter. Le milieu militant antifasciste toulousain s'est depuis organisé pour riposter et ne pas laisser la rue à ces nouveaux « SA » qui utilisent la violence tant contre les militants qu'ils classent sans distinction dans le camp des « gauchistes » que contre leurs autres cibles privilégiées : les immigrés et les homosexuel-le-s.

Outre leur violence, leur éventail « militant » s'étend aussi aux soupes populaires, qu'ils préparent au « cochon » se constituant ainsi cet ancrage social qui leur garantit le succès des « idéologies » fascistes.

Ces dernières années, la revendication régionaliste a été remise à la mode par les identitaires. Dans les régions où il existe des particularismes culturels - Bretagne, Alsace, Flandres ou encore Catalogne- les identitaires surfent sur la vague de ces aspects en s'appuyant sur l'éternel esprit de clocher, en valorisant au-delà de la défense de la langue, la défense du territoire et des traditions. Cet angle revendicatif permet notamment aux identitaires de créer des liens privilégiés avec les mouvements fascistes des pays frontaliers, Belgique, Allemagne ou encore Espagne.

### En Europe

Si les partis « extrémistes » ont été particulièrement forts dans certains pays, ils ont souvent eu du mal à conjuguer leurs forces.



En effet, l'extrême droite « politique » a constamment rencontré des problèmes quant à son organisation au niveau politique et européen. Le refus du principe d'organisation supranationale a rendu difficile ses tentatives de regroupement. De plus, chacun des chefs des partis les plus importants s'est rêvé en leader incontesté à cette l'échelle. Pourtant, le 25 janvier 2008 à Vienne s'est tenue une conférence de presse commune réunissant les dirigeants de quatre partis d'extrême droite : J.M. Le Pen, H.C. Strache (FPÖ), J. Haider (BZÖ) et F. Vanhecke (Vlaams Belang). V.Siderov (Bulgarie) était lui aussi venu à Vienne. Les présents ont annoncé la constitution, avant le 15 octobre 2008, d'une structure transnationale commune qui devrait être baptisée « Parti patriotique européen » ou encore « Parti de la liberté européen ».

Ce qu'il faut cependant retenir, c'est que le véritable regroupement se fait autour de mouvements radicaux, populistes à connotation raciste (et antimusulman).

A Milan le 15 septembre 2008, Abdul Graibe a été battu à mort par deux commerçants milanais. Dans la même ville, un vendeur ambulancier sénégalais est violemment agressé à coups de batte de base-ball par un autre vendeur italien.

A Madrid, le 11 novembre 2007, un jeune antifasciste de 16 ans a été tué à coups de couteau par un militaire néo-nazi appartenant à un groupe d'extrême droite.

A Sarajevo, Belgrade, Budapest, Moscou, Bruxelles, Varsovie... les agressions racistes, xénophobes et fascistes ne se comptent plus. Les étrangers, les homosexuels et les militants antifascistes sont les principales cibles

### La riposte

Sans faire de grand discours, nous rappelons que le fascisme n'a jamais été éradiqué par le biais des consultations électorales, ces dernières lui conférant même une certaine dose de « légitimité ». Par ailleurs, les actions radicales du fascisme, en forme de « repoussoir » ont toujours favorisé et légitimé les mauvais coups, beaucoup plus « softs » ceux-là, portés à la classe ouvrière et aux exclus de toutes sortes par les étatisés et les capitalistes réunis.

Pour l'essentiel, le message que nous tenons à faire passer est celui-ci : Nous devons tout mettre en œuvre pour barrer la route à la vermine fasciste et toutes les dérives autoritaires. Pour cela nous devons nous mobiliser le plus largement possible autour des valeurs autogestionnaires d'entraide, d'égalité économique et sociale, d'autonomie afin de créer les conditions fondamentales du rejet de la peste brune.

La lutte sociale est le seul et unique terrain d'affrontement aux « fascismes » dès lors que s'engage en parallèle au combat contre la barbarie, le combat pour notre émancipation.

**Edward et Yann**

# EN EUROPE, EN AFRIQUE, EN ORIENT OU AILLEURS : A BAS TOUTES LES ARMÉES !

On commémore cette année les 90 ans de l'armistice du 11 novembre 1918. Un documentaire diffusé sur une chaîne du service public le 11 novembre est venu rappeler sans complaisance que cette monstrueuse boucherie n'aura duré aussi longtemps que grâce à une intense propagande patriotique qui durant des années a préparé les esprits à l'acceptation de la guerre. Impérialisme, colonialisme, patriotisme, nationalisme, xénophobie, militarisme, religions ont rendu le conflit inéluctable et incontesté. Les oppositions à la guerre ont été, avant et pendant le conflit, minoritaires et implacablement écrasées par la machine et les institutions étatico-militaires.

L'idéal pacifiste né des horreurs de la « Grande guerre » a été laminé à son tour par les régimes totalitaires nazi-fascistes ou marxistes-léninistes : les uns et les autres se sont établis sur les ruines de la guerre de 14 et par l'écrasement des révolutions populaires. La deuxième guerre mondiale est venue achever le travail en consacrant la suprématie du complexe militaro-industriel et l'hégémonie des grandes puissances.

Quatre-vingt-dix ans après la fin officielle de la Grande guerre il n'y a pas de quoi se réjouir : au Congo, en Afghanistan, en Irak, et dans beaucoup d'endroits du monde les actualités nous montrent quotidiennement des reportages de guerre.

Comme dans n'importe quelle guerre il convient de souligner que ceux et celles qui paient le plus lourd tribut en nombre de tués sont les femmes, hommes et enfants de la population civile. Ils et elles subissent au quotidien des conditions de vies effroyables : misère économique sanitaire et sociale, bombardements, mines, viols, pillages et exactions en tous genres, soumission à la loi des chefs de bandes armées.

En Afghanistan la population trinque depuis des dizaines d'années sous les balles et les bombes de l'Armée russe, des Talibans ou des Forces alliées.

En Irak, en Géorgie, et dans de nombreux

autres endroits les grandes puissances militaires et économiques sous prétexte de sauvegarder ou de restaurer leur ordre mondial interviennent militairement avec les effets que l'on sait. Petites ou grandes, locales ou mondiales il n'y a pas de guerre propre.

Comme en 14 c'est au nom de la lutte du bien contre le mal que les conflits sont justifiés par les belligérants, pour le plus grand bien des trafiquants d'armes.

## Les anarchistes contre toutes les guerres

Dans un monde où l'accumulation de richesses par une minorité de possédants se fait sur le dos d'une majorité de pauvres gens, la guerre fait partie du paysage. Des vies sont gâchées, des régions ou des pays entiers sont ruinés, une énergie et des sommes considérables sont dépensées pour remplir les poches des marchands de canons.

Il est légitime d'être révolté par la guerre et donc par toutes les guerres. Les anarchistes condamnent l'étatisme et par conséquent les crimes perpétrés au nom de l'Etat. Les institutions étatiques, et en particulier l'institution militaire, défendent jusqu'au bout l'ordre établi et la société de classes. C'est dans ce but qu'elles font la promotion du patriotisme guerrier et cocardier. C'est sur cette base qu'on nous fait avaler l'acceptation de toutes les hiérarchies en valorisant la force militaire, la course aux armements. C'est sur ce terrain que se développent les nationalismes et les fanatismes religieux qui conduisent aujourd'hui comme hier aux Jihad, croisades et autres pogroms.

## Bourgeoises ou populaires: A bas toutes les armées!

Il ne s'agit pas de se limiter à la condamnation de la présence des troupes françaises en Afghanistan ou ailleurs. De conscription ou de métier, bourgeoise ou populaire, petites ou grandes, nous sommes partisans de la disparition de toutes les armées.

Parmi ceux qui ont défilé et signé récemment l'appel pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan il y a des organisations qui ont soutenu en leur temps les interventions militaristes de l'URSS (notamment en Afghanistan, après la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie...)

Les Nations, qu'elles se réclament du capitalisme libéral ou du capitalisme d'Etat ont toujours eu recours à la force pour faire valoir leur hégémonie.

Certaines organisations, certains partis ont

cru bon de privilégier "les armées populaires" aux autres armées en omettant de dire que les unes et les autres tendaient à maintenir coûte que coûte l'ordre inégalitaire régnant sur la surface du globe.

USA, URSS, Chine, Europe, Pays d'Afrique, Asie, Amérique latine, partout les armées ont servi les nantis contre les populations, les possédants contre celles et ceux qui n'ont rien, les dirigeants contre les dirigés... Partout ces armées ont marché aux sons des hymnes nationaux et se sont bien gardées de favoriser la révolution sociale.

## Pour la Révolution sociale

C'est parce que nous voulons la révolution sociale que nous sommes antimilitaristes et que nous appelons à manifester contre toutes les armées, contre toutes les guerres.

La Coordination des Groupes Anarchistes appelle au sursaut libertaire du plus grand nombre d'individus face à toutes les menaces guerrières, face à toutes les dérives autoritaires et sécuritaires...

Nous devons nous mobiliser contre la course au profit permanente, orchestrée par les tenants des classes privilégiées. Libéraux, socio-démocrates, capitalistes et étatistes nous tondent la laine sur le dos et nous imposent toujours plus d'inégalités et de misère.

Ensemble, nous toutes et tous qui nous donnons pour objectif une société de paix, de solidarité, d'entraide et d'égalité sociale, nous devons nous mobiliser au quotidien, dans les quartiers, dans les entreprises, au sein des collectifs et des associations afin que l'idée généreuse d'une société sans guerre et sans exploitation, de slogan devienne le but que nous nous assignons.

## Contre toutes les guerres, sortons de l'âge des casernes !

### CGA Toulouse novembre 2008

## Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

E-mail: [secretariat@c-g-a.org](mailto:secretariat@c-g-a.org)

Secrétariat:

CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

### La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA)

2, rue Théodore Guiter

Ecrire à: C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

E-mail: [antich@wanadoo.fr](mailto:antich@wanadoo.fr)

Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures

### La CGA à Montpellier

Groupe Un Autre Futur

20, Rue Terral

34000 MONTPELLIER

permanences le samedi de 15h à 19h

E-mail: [groupe-uaf@c-g-a.org](mailto:groupe-uaf@c-g-a.org)

### La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus

36, Rue de Cugnaux

31300 TOULOUSE

E-mail: [groupe-albert-camus@c-g-a.org](mailto:groupe-albert-camus@c-g-a.org)

Permanences le Mardi de 18h à 20h.

### La CGA à Lyon

Groupes de Lyon,

Librairie la Plume Noire

19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de

17h à 19h, le Samedi de 15h à 19h.

Café libertaire tous les Vendredi de 21h à 1h

E-mail: [groupe-lyon@c-g-a.org](mailto:groupe-lyon@c-g-a.org)

<http://www.laplumenoire.org/>

émission de radio Idées Noires

tous les mercredi de 20h à 21h

sur le 102.2 de radio Canut

### La CGA à Auch

Groupe Les Fédérés

écrire au secrétariat

### La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra

écrire au secrétariat

E-mail: [matanegracga@yahoo.fr](mailto:matanegracga@yahoo.fr)

### La CGA en région Parisienne

Groupe de Seine-Saint-Denis

E-mail: [liaison93@c-g-a.org](mailto:liaison93@c-g-a.org)

### La CGA dans la Sarthe

Groupe du Mans

Permanence le 3ème samedi du mois

de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la

maison des associations

E-mail: [cga72@no-log.org](mailto:cga72@no-log.org)

### La CGA à Saint-Etienne

Groupe CGA-42

écrire au secrétariat

e-mail: [groupe-loire@c-g-a.org](mailto:groupe-loire@c-g-a.org)

### La CGA dans le Cantal

Groupe Cantal

écrire au secrétariat

E-mail: [cga15@no-log.org](mailto:cga15@no-log.org)

### La CGA dans l'Aveyron

Liaison Aveyron

écrire au secrétariat

### La CGA dans l'Aude

Liaison Carcassonne

écrire au secrétariat

### La CGA dans les Cévennes

Liaison cévenole

[cga\\_cevenol@no-log.org](mailto:cga_cevenol@no-log.org)

### La CGA dans l'Indre-et-Loire

Liaison Tours

écrire au secrétariat

### Infos et Analyses Libertaires.

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication:

Edward Sarboni

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 40 233

66002 Perpignan cedex

ISSN 07514530

Dépot légal 4ème trimestre 2008

N° 74

Conception graphique : NONO et Jièmté

Impression: I 34, Toulouse

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	<i>Souhaite recevoir 3 N° Infos &amp; Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).</i>
Prénom:	
Adresse:	<i>Souhaite s'abonner pour un an. Joindre un chèque de 8 € à l'ordre de l'AAC à envoyer à : CGA, 36, rue de cugnaux, 31300 toulouse</i>
Code postal:	<i>(Abonnement de soutien: 15 Euros)</i>
Ville:	